



Rapport du Haut Conseil de la Famille : Encore plus d'austérité pour les familles !

Le premier ministre a commandé à Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil à la Famille, un rapport pour étudier divers scénarios de réformes des prestations familiales destinés à réaliser plus de 2 milliards d'économie pour ramener la branche Famille de la Sécurité sociale à l'équilibre financier.

Le déficit de la branche Famille évalué à 2,6 milliards pour 2013 est en réalité un prétexte pour porter un coup décisif au principe de l'universalité des AF respecté depuis la création de la Sécurité sociale. En effet, ce rapport préconise la modulation du montant des allocations familiales, en fonction des ressources des familles et porte atteinte à d'autres prestations telle celle de la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant).

Le concept de familles aisées entretenu dans ce rapport stigmatise en particulier les couples bi actifs, considérés comme riches dès lors qu'ils percevraient plus de 3885€ de revenus salariaux et pour qui il faudrait donc réduire les AF !

Cette position totalement injuste ne ferait que pénaliser le second salaire du ménage, en l'occurrence celui des femmes. Nous sommes donc très loin de tous les discours sur la nécessaire égalité femmes/hommes, notamment du point de vue des politiques salariales.

Pour la CGT, la modulation du montant des AF en fonction des revenus constitue une rupture historique des politiques familiales : c'est la fin de l'universalité de ces droits qui permettaient à toutes les familles de réduire leurs charges pour élever leurs enfants et donc trouver une juste compensation au regard des ménages sans enfants.

Ce rapport aborde également l'amélioration de certaines prestations ciblant les familles nom-

breuses et monoparentales, majorant d'une part le complément familial et d'autre part l'allocation de soutien familial.

La CGT est favorable à ces mesures car globalement notre système de compensation des charges familiales est très insuffisant au regard du coût réel de l'enfant. Mais ces propositions demeurent largement insuffisantes (environ 700 millions étalés sur cinq ans !) et ne résultant pas de recettes nouvelles pour les financer, elles grèveront les prestations d'autres familles.

Les prestations familiales ne sont pas conçues pour résorber la pauvreté, même si elles y contribuent de fait. Seules de véritables politiques sociales alliant des augmentations de salaires et des créations d'emplois stables pourront y parvenir. Une réforme fiscale d'envergure, plus juste et progressiste serait également à même de réduire des inégalités frappantes qui font régulièrement la une de la presse, étalant des gains, des bénéfices et des rémunérations d'actionnaires indécentes.

En effet, pour réduire les inégalités, il ne faut pas réduire les dépenses pour les familles et les populations mais trouver de nouvelles recettes. C'est ce qui contribuera à sortir de la crise en relançant la consommation et la croissance.

La CGT combattra toutes mesures qui ne feraient que réduire une politique familiale jugée efficace par tous les observateurs.

Elle revendique une politique familiale solidaire, fondée sur l'universalité et la démocratie et donc une réforme du financement de la Sécurité Sociale fondée sur les richesses créées par le travail.